



DEMANTELEMENT DE SAGEM : STOPPER LE BRAS DES CASSEURS

Jeudi 13 Octobre, la SAGEM a sans doute connu la plus forte mobilisation sociale de son histoire : 1000 salariés rassemblés devant le siège du PONANT (Paris 15^{ème}), 1250 salariés mobilisés dans les sites en province et, après des prises de parole intersyndicales, une manifestation impressionnante jusqu'au siège de SAFRAN, 500 mètres plus loin.

LES FAITS :

Sous le prétexte d'une rationalisation des financements étatiques pour des applications militaires redondantes en direction de THALES et de SAGEM pour les équipements de navigation inertiel et les équipements optroniques, le Gouvernement, sous la houlette du Président de la République, pousse à transférer l'activité « navigation » de THALES à SAGEM et l'activité « optronique » de SAGEM à THALES. Parmi les établissements de SAGEM, quatre d'entre eux qui connaissent un « mix » de ces activités se trouveraient démantelées, à savoir : ERAGNY (95), MONTLUCON (03), ARGENTEUIL (95), MASSY (91) (Calculateurs électroniques des moteurs SNECMA et CFM). Certains établissements pourraient également être remis en cause dans leur existence tels que POITIERS, VALENCE, DIJON.

L'établissement de FOUGERES, ciblé auparavant sur les activités TELECOM et MOBILES de SAGEM, lesquelles ont été vendues, depuis la privatisation de la SNECMA et la constitution de SAFRAN en 2005, à des fonds d'investissements ou autre LBO en 2009, a été reconverti sur d'autres activités (Félin, Electronique militaire). A la faveur d'une accélération de cette reconversion SAGEM INDUSTRIE (Fougères) directement rattachée à la Holding SAFRAN hier, rejoint aujourd'hui SAGEM DS (« Défense Sécurité »).

Du coup, ce sont la quasi-totalité des établissements de SAGEM qui sont menacés d'un « malstrom » comme jamais elle n'en a connu. Or, si sur le papier, ces « rationalisations » peuvent paraître « rationnels » au premier abord et avoir l'apparence du bon sens, elles se heurtent à une réalité incontournable :

- **LES SALARIES NE SONT PAS DES PIONS**
- **LA COHERENCE DES SITES EST CASSEE**
- **L'OUTIL INDUSTRIEL EST DEMANTELE**

Du reste, on est bien loin du message idyllique entre le « Groupe SNECMA » et SAGEM, où les téléphones portable et l'aéronautique étaient présentés comme deux vecteurs de communication complémentaires et promus à un bel avenir. Aujourd'hui, renforcé par l'entrée dans le CAC40, et par les exigences des marchés financiers, déjà « donneurs de leçon » lors de la vente des mobiles, le groupe est lancé dans la course à la rentabilité financière à 2 chiffres, et les restructurations se multiplient (SPS Bordeaux + SNPE = SME, Informatique + SIS, autres CSP, ...).

Si l'on ajoute à tout cela, la volonté des dirigeants de THALES d'accroître également sa rentabilité financière à la faveur de la redistribution d'actifs THALES – SAGEM, on voit qu'on est loin d'un véritable projet industriel.

On mesure mieux les « limites » d'une telle logique pour plusieurs raisons :

- La privatisation de l'industrie militaire, dont THALES est présentée comme un fleuron ne conduit pas au niveau de rentabilité financière escompté. Or, c'est pourtant dans cette voie que l'on s'enferme puisque le GIAT est devenu « Société anonyme » et les AIA (Bordeaux, ...) suivent le même chemin. On va droit dans une impasse.
- La fusion de SAGEM dans le nouveau groupe SAFRAN apparaît aujourd'hui, bel et bien, pour ce qu'elle est : **un vivier où l'on peut puiser sans vergogne, au gré des choix décidés dans le secret de cabinets ministériels ou du conseil d'Administration.**

Dans tous les cas, ce sont les salariés qui trinquent, et avec eux, l'outil industriel qui est bel et bien démantelé « à la découpe » ou manipulé comme un simple LEGO.

Le CCE a déclenché un Délit d'Entrave pour défaut d'information de la part de la direction Sagem/Safran sur ce dossier de rapprochement d'activités entre Safran et Thales.

Les salariés de SAGEM luttent contre cette politique et ils ont raison. La CGT est sans réserve à leurs côtés et met ses moyens à leur disposition pour stopper la casse industrielle. Ceci étant, la CGT tient à préciser plusieurs choses :

1. Elle ne fait pas confiance à la Direction du groupe SAFRAN pour défendre leurs intérêts. Ceux-ci s'impliquent totalement dans la politique du CAC40 et la rentabilité financière habillée sous le vocable de « compétitivité » ne peut que conduire qu'à des déboires pour les salariés.
2. Au-delà de la méthode détestable consistant à informer des projets de réorganisation ou de restructuration par la voie médiatique (notamment dans la version 2 du projet basée sur la constitution de 2 joint-ventures THALES-SAGEM tout aussi négatif que le précédent), la question de coopération entre THALES et SAGEM-SAFRAN est posée. Dans ce cadre, la proposition faite par la CFDT de fusionner les 2 groupes paraît totalement inadaptée.

La CGT met en débat la proposition de GIE (Groupement Inter-Economique) ou de structure de coopération préservant les identités sociales et juridiques des deux Sociétés. L'exemple de CFMI pour les moteurs aéronautiques civils a fait ses preuves, tout comme de nombreux GIE dans le monde industriel.

3. L'enjeu des activités industrielles de THALES et SAGEM, notamment de Défense, est tel qu'il n'est pas possible de poursuivre sur une logique d'intérêt privé et de logique financière. La remontée du capital public dans ces Sociétés, associée à une véritable écoute de ce qu'expriment les salariés avec leurs organisations syndicales, n'est-elle pas devenue une nécessité pour assurer une cohérence industrielle d'intérêt public et un statut social harmonisé par le haut pour tous ?

Ceci dit, la CGT soutient totalement les déclarations intersyndicales faites lors du mouvement du 13 Octobre, mais seule la mobilisation peut définitivement annuler ce projet et remettre à plat la problématique des relations entre les deux Sociétés sans démantèlement.

A cette fin, la date du 20 Octobre 2011 où se tient le Conseil d'Administration de SAFRAN apparaît comme une date clé.

La CGT appelle les salariés de toutes les catégories socioprofessionnelles à poursuivre leur mouvement de grève dans l'ensemble des établissements afin de dénoncer ce mécano industriel absurde préparé par la Direction Safran sur ordre gouvernemental.